

Objectif Oman

Avril – Mai 2022



FAITS SAILLANTS

- *Net rebond du nombre de travailleurs expatriés depuis la rentrée 2021*
- *Oman a enregistré un excédent budgétaire de près d'un milliard de dollar au 1^{er} trimestre 2022*
- *Les poussées inflationnistes se renforcent au Sultanat*
- *Les autorités dévoilent la stratégie à moyen terme du fonds souverain Oman Investment Authority*
- *Renouvelables : annonce de nouveaux projets solaires et éoliens jusqu'en 2027*

CLIMAT DES AFFAIRES

Net rebond du nombre de travailleurs expatriés depuis la rentrée 2021

Alors que la crise économique et sanitaire du Covid-19 s'était traduite par le départ d'Oman de près de 300 000 travailleurs expatriés selon les récentes déclarations du ministre de l'Economie, S.E. Dr. Said Al Saqri, cette dynamique s'est significativement inversée depuis la rentrée 2021. Dans le sillage de l'accalmie globale sur le front épidémique – moins d'une vingtaine de nouveaux cas de Covid-19 recensés en moyenne chaque jour en Oman au cours du mois de mai – et de l'assouplissement des règles d'entrée au Sultanat, le nombre de travailleurs expatriés dans le pays a progressé de plus de 173 000 depuis son point bas de septembre 2021, à 1 512 000 individus fin avril 2022 selon le *Centre national pour les statistiques et l'information* (NCSI).

La levée fin mars 2022 par les autorités indiennes de l'ensemble des restrictions imposées sur les vols internationaux à destination et en provenance de l'Inde (« *Air Bubble* ») – seules quelques compagnies aériennes étaient encore autorisées à opérer des vols commerciaux réguliers entre l'Inde et Oman depuis mars 2020 –, ainsi que la baisse des droits à acquitter pour le recrutement de travailleurs étrangers au Sultanat dès le 1^{er} juin 2022 (voir *Objectif Oman de février-mars 2022*), devraient contribuer à alimenter cette tendance de fond, alors même que les besoins en main-d'œuvre s'annoncent soutenus. Les dernières prévisions du *FMI* et de la *Banque mondiale* anticipent en effet un taux de croissance du PIB omanais de +5,6% en 2022.

Conséquence, la part de la population expatriée dans la population totale du Sultanat a progressé à 39,5% fin avril 2022, contre 37% fin septembre 2021. Représentant désormais 88% des travailleurs étrangers du pays, les expatriés originaires du sous-continent indien ont vu leurs effectifs progresser de façon significative sur cette période : +10,2% pour les Bangladais, première communauté de travailleurs étrangers en Oman (569 000 personnes), +12,2% pour les Indiens (498 000) et +25,1% pour les Pakistanais (218 000).

L'immense majorité de ces expatriés (98%) travaillent dans le secteur privé. La construction demeure le premier employeur de main-d'œuvre étrangère au Sultanat avec 25,3% des effectifs totaux (382 000 employés expatriés), contre 14,5% pour les commerces et garages automobiles (219 000), 12% pour l'industrie manufacturière (181 000) et 7,4% pour la restauration et l'hôtellerie (112 000). Le secteur public, engagé dans un processus de remplacement du personnel expatrié par des locaux, y compris pour les postes

à responsabilité, ne compte plus que 35 000 étrangers. Du point de vue géographique, Mascate concentre 41,2% des travailleurs expatriés (622 000), devant les gouvernorats d'Al-Batina du Nord (14,2% ; 215 000) et du Dhofar (11,6% ; 175 000).

Répartition des travailleurs expatriés par pays d'origine

Pays d'origine	Nombre de travailleurs expatriés en avril 2022	Évolution depuis septembre 2021
Bangladesh	568 876	+10,2%
Inde	498 019	+12,2%
Pakistan	217 593	+25,1%
Philippines	47 411	+7,1%
Égypte	32 701	+10,1%
Sri Lanka	21 834	+19,9%
Népal	19 377	+28,5%
Tanzanie	11 718	-5,8%
Soudan	8 419	-
Autres	85 911	+10,2%
TOTAL	1 511 859	+12,9%

Source : NCSI

Visite en Oman du président iranien Ebrahim Raïssi

Pour la première fois depuis sa prise de fonction en août 2021, le président de la République islamique d'Iran, Ebrahim Raïssi, a effectué une visite officielle en Oman le 23 mai 2022. A cette occasion, huit protocoles d'accords (« MoU ») ont été signés selon l'agence de presse officielle omanaise ONA, notamment dans les secteurs du pétrole et du gaz, du transport, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Quatre programmes de coopération plus institutionnels ont également été annoncés en matière de commerce et d'investissement, d'emploi et de travail, d'environnement et de sport. Le 18 mai 2022, le Sultan S.M. Haïtham bin Tariq a en outre signé un décret royal portant ratification d'un accord bilatéral sur le transport maritime conclu à Téhéran en décembre 2019.

La veille de cette visite présidentielle, le ministre iranien du Pétrole avait par ailleurs mentionné à Mascate la possible relance du projet de transport de gaz naturel vers le Sultanat – via un gazoduc sous-marin de 200 km de long – selon l'agence de presse officielle iranienne IRNA. Evoqué depuis près d'une dizaine d'années, ce projet n'a pas connu d'avancée majeure, freiné notamment par les sanctions américaines contre l'Iran et la montée en puissance de la production gazière omanaise (champ de Khazzan en particulier). Le projet de développement conjoint du champ pétrolier iranien de Hengam a également fait l'objet de discussions entre les deux parties selon l'IRNA.

Pour mémoire, en dépit de la proximité géographique entre Oman et l'Iran, les relations économiques et financières bilatérales apparaissent assez modestes, notamment en comparaison avec celles que le Sultanat entretient avec les autres pays de son voisinage. Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont ainsi élevés à 254 M OMR en 2021, soit 661 M USD, selon les statistiques de NCSI, en hausse de +45,6% en g.a. – la presse omanaise mentionne pour sa part le chiffre de 1,3 Md USD (*sic*).

Dans le détail, l'Iran a été le 23^e fournisseur d'Oman en 2021 avec une part de marché de 0,8%. Les importations omanaises (98,7 M OMR ; +19,5% en g.a.) ont été largement dominées par le bétail (chèvres notamment), devant le bitume de pétrole et le maïs. En sens inverse, les exportations omanaises vers l'Iran (155,7 M OMR ; +69%) ont été majoritairement constituées de réexportations (97% du total), notamment de cigarettes (87,1 M OMR). Les investissements directs étrangers entre les deux pays sont par ailleurs limités.

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Oman a enregistré un excédent budgétaire de près d'un milliard de dollar au 1^{er} trimestre 2022

Oman a enregistré un excédent budgétaire de 357 M OMR (928 M USD) au cours du 1^{er} trimestre 2022 selon les statistiques officielles publiées par le *ministère des Finances*. Dans le détail, les recettes publiques ont progressé de +66,3% en g.a., à 3 Md OMR, portées notamment par la hausse des revenus du pétrole (+70,2% ; à 1,6 Md OMR) et du gaz (+124,4% ; à 819 M OMR). De fait, le prix moyen du baril de pétrole omanais s'est élevé à 78 USD au 1^{er} trimestre 2022, soit une hausse de 33 USD en comparaison annuelle. L'effet volume a également contribué à ces bons résultats, avec une production locale moyenne de 1 025 000 barils par jour sur la période, soit 73 000 barils de plus qu'au 1^{er} trimestre 2021. Les dépenses ont pour leur part enregistré une hausse plus mesurée (+3,8% ; à 2,7 Md OMR).

C'est dans ce contexte favorable que l'agence de notation *Standard & Poor's (S&P)* a révisé à la hausse la note souveraine d'Oman, de B+ à BB- avec une perspective stable. Selon *S&P*, l'excédent budgétaire pourrait atteindre +5,7% du PIB sur l'ensemble de l'année 2022 (contre un déficit de -4,6% du PIB en 2021) et le niveau de la dette publique devrait passer sous la barre des 50% du PIB (à 49,6% contre 65,1% actuellement). En parallèle, Oman a obtenu de la part d'un *pool* bancaire régional et international un prêt de 4 Md USD sur sept ans selon l'agence de presse *Reuters*.

Les autorités dévoilent la stratégie à moyen terme du fonds souverain Oman Investment Authority

Dans le cadre du « programme spécial *Rawabet* », destiné à améliorer la gouvernance et la performance des entreprises publiques contrôlées par l'*Oman Investment Authority (OIA)*, les autorités omanaises ont dévoilé en avril 2022 la nouvelle stratégie à moyen terme du fonds souverain. En matière d'organisation structurelle, les actifs du fonds ont ainsi été répartis au sein de deux portefeuilles distincts. Dédié à la gestion des 160 actifs publics contrôlés par le fonds, dont la plupart des grandes entreprises publiques omanaises (*OQ, Nama, Asyad, Oman Air, Omran*, etc.) à l'exception notable de *PDO*, le *National Development Portfolio* aura pour mission principale de « contribuer au développement économique du pays ». Le *Futures Generations Portfolio*, composé principalement d'actifs détenus à l'étranger, notamment les biens immobiliers, et de quelques actifs locaux, devra pour sa part « générer un maximum de recettes pour les nouvelles générations ».

En matière de plan d'action, l'*OIA* a défini un certain nombre de priorités pour la période 2022-2026, parmi lesquelles i) renforcer la pérennité financière du fonds, notamment en augmentant la contribution de certains secteurs non-pétroliers (tourisme, agriculture, pêche, TIC) à sa rentabilité et en réduisant la dette de ses actifs de -32%, ii) soutenir la croissance de certains secteurs d'avenir via la mobilisation de 6,7 Md OMR d'investissements (*capex*) et iii) privatiser une vingtaine d'actifs pour des recettes totales estimées à 2,6 Md OMR. Le développement de synergies (chaîne d'approvisionnement, transformation numérique, ressources humaines), le renforcement de l'*in-country value* (initiative « *Qimam* ») et l'amélioration de la gouvernance des actifs publics sont également évoqués parmi les priorités du fonds. Dans ce cadre, les entreprises contrôlées par l'*OIA* doivent désormais préparer et faire valider d'ici la fin de l'année 2022 un *business plan* à cinq ans aligné sur la stratégie du fonds, et, plus largement, sur la Vision 2040.

Pour mémoire, l'*OIA* est issu de la fusion en juin 2020 des fonds *SGRF, OIF* et des actifs publics contrôlés par la *Direction générale des Investissements* du *ministère des Finances*. Avec 17 Md USD d'actifs sous gestion selon le *Sovereign Wealth Fund Institute (SWFI)*, l'*OIA* se place au 41^e rang des plus importants fonds souverains dans le monde, loin derrière ses homologues des autres pays du Golfe (738 Md USD pour la *Kuwait Investment Authority*, 709 Md USD pour l'*Abu Dhabi Investment Authority*, 620 Md USD pour le *Public Investment Fund of Saudi Arabia*, 450 Md USD pour la *Qatar Investment Authority*, etc.). Ce chiffre ne prend toutefois pas en compte la valorisation des actifs publics omanais transférés par le *ministère des Finances* à l'*OIA*. Dans sa revue « Article IV » de septembre 2021, le *FMI* avait ainsi estimé la taille totale de l'*OIA* à 42 Md USD, soit 66% du PIB omanais.

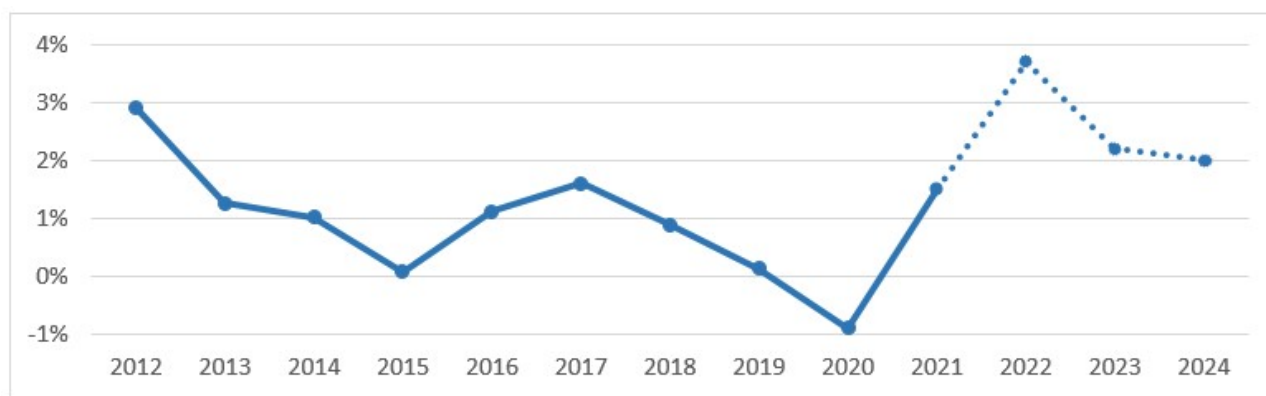
Les poussées inflationnistes se renforcent au Sultanat

Selon les données du *Centre national pour les statistiques et l'information (NCSI)*, l'indice général des prix à la consommation a progressé de +3,7% sur les quatre premiers mois de 2022 en glissement annuel. Dans le détail, cette hausse des prix, qui fait écho aux tendances inflationnistes actuellement observées au niveau mondial, a été principalement alimentée par l'augmentation de +5,1% des prix des denrées alimentaires (23,9% de l'indice général des prix), au premier rang desquelles les légumes (+11,3%), les huiles (+9,5%) – ces dernières sont en partie produites à base de maïs originaire d'Ukraine, 1^{er} fournisseur du Sultanat avec environ 38% de part de marché en 2021 selon l'*International Trade Center (ITC)* –, le poisson (+7,8%), les fruits (+6,7%) et la viande (+6,3%).

En dépit des tensions actuelles sur l'approvisionnement mondial en blé, le prix du pain et des céréales n'a progressé que de +2,2% sur les quatre premiers mois de l'année. Pour faire face aux risques de pénuries et sécuriser ses stocks jusqu'à la fin de l'année, *Oman Flour Mills Company* a annoncé en avril la signature d'accords d'importation à hauteur de 160 000 tonnes avec l'Inde (100 000 tonnes livrées avant la suspension par l'Inde de ses exportations suite à la forte vague de chaleur qui a frappé le pays), l'Australie (35 000 tonnes) et l'Argentine (25 000 tonnes). *Salalah Mills Company* a pour sa part indiqué fin mai avoir conclu de nouveaux contrats avec l'Inde et l'Australie pour 180 000 tonnes supplémentaires. Pour mémoire, la Russie a fourni près de 60% du blé consommé en Oman en 2021 selon *ITC* alors que la production domestique représente moins d'1 % des besoins annuels du pays, estimés à environ 350 000 tonnes.

Parmi les autres principaux postes de dépenses des ménages, les prix du transport (19,2% de l'indice général des prix) ont augmenté de +7% alors que les coûts du logement (26,5% de l'indice), y compris l'eau et l'électricité, dont les tarifs sont contrôlés par l'Etat omanais, n'ont progressé que de +2%. Selon le *FMI*, l'inflation moyenne en Oman devrait s'établir à +3,7% en 2022, après +1,5% en 2021.

Evolution de l'inflation au Sultanat d'Oman



Source : FMI

Le stock d'investissements directs étrangers en Oman a progressé de +7,7% en 2021

Selon l'agence de presse nationale *Oman News Agency (ONA)*, le stock d'investissements directs étrangers (IDE) au Sultanat a atteint 17,7 Md OMR (44,4 Md USD) fin 2021, en hausse de +7,7% sur un an. Les principaux pays investisseurs en Oman sont le Royaume-Uni, qui contrôle près 7,9 Md OMR, soit 46,1% du stock total d'IDE, suivi des États-Unis (2,2 Md OMR ; 13%), des Émirats arabes unis (1 Md OMR ; 6,1%), du Koweït (938 M OMR ; 5,5%) et de la Chine (862 M OMR ; 5%). Reflet de l'importante présence dans le pays de grandes compagnies pétrolières internationales (*Shell, BP, Occidental, TotalEnergies, CNPC*, etc.), le secteur petrogazier concentre à lui seul 69,3% des investissements étrangers au Sultanat, soit 11,8 Md OMR (30,8 Md USD), en hausse de +15,1% en g.a. Loin derrière, le secteur des services financiers représente 8,5% du stock d'IDE, suivi de l'industrie manufacturière (8,2%) et du secteur immobilier (6,7%).

INFORMATIONS SECTORIELLES

Renouvelables : les autorités annoncent de nouveaux projets solaires et éoliens jusqu'en 2027

Dans le cadre de la mise en œuvre de la « *National Energy Strategy to 2040* », qui prévoit notamment de porter la part des énergies renouvelables à 10% du mix électrique en 2025, 30% en 2030 et entre 35% et 39% en 2040, l'entité publique *Oman Power and Water Procurement Company (OPWP)* a dévoilé de nouveaux projets solaires et éoliens jusqu'en 2027 pour une capacité totale de 1 660 MW.

En matière d'énergie solaire photovoltaïque, *OPWP* prévoit la construction de deux centrales, *MIS Solar IPP 2025* (500 MW) et *Solar PV 2027* (600 MW), respectivement dans les gouvernorats d'Ad Dakhiliyah et d'Al Wusta. Une étude de faisabilité est par ailleurs en cours concernant un projet de centrale solaire thermodynamique à concentration près de Duqm. Pour mémoire, outre la centrale solaire photovoltaïque d'Ibri-II (500 MW), officiellement inaugurée en janvier 2022, les autorités omanaises ont initié en 2019 les projets de centrales solaires Manah 1 et Manah 2 (capacité de 500 à 600 MW chacune), dont les entrées en production sont désormais envisagées – après plusieurs reports – courant 2024 selon la presse omanaise.

OPWP prévoit en outre la création de quatre nouveaux parcs éoliens d'ici 2027. Dans le détail, l'entreprise publique souhaite développer deux projets à Duqm : *Duqm Wind IPP 2025* (jusqu'à 200 MW ; étude en cours) et *Duqm II Wind IPP 2027* (160 MW). Les autorités envisagent également la construction de parcs éoliens dans le gouvernorat d'Al Sharqiyah Nord (100 MW), ainsi qu'à Harweel dans le Dhofar (*Dhofar 2 Wind IPP* ; 100 MW), à proximité de *Dhofar 1 Wind IPP*, premier parc éolien du pays (50 MW).

Immobilier : une légère hausse des transactions en 2021

Selon les chiffres publiés par *NCSI*, le montant total des transactions immobilières au Sultanat s'est établi à 2,6 Md OMR (soit 6,8 Md USD) en 2021, en hausse de +4,3% en glissement annuel. Le secteur immobilier a notamment enregistré une forte progression du montant des « contrats de vente » (+28,4% ; à 1,2 Md OMR), soutenue par une hausse de +30% du nombre des transactions (86 856 ventes en 2021 contre 66 835 en 2020). Le montant des « contrats hypothécaires » a pour sa part reculé (-8,0% ; 1,3 Md OMR), de même que celui des « contrats de troc » (-59,8% ; 28 M OMR). Au-delà des mesures spécifiques de soutien au secteur déployées par les autorités (voir *Objectif Oman de février 2021*), ce léger rebond du marché immobilier s'explique en grande partie par la reprise de l'activité économique et l'allègement des restrictions sur les déplacements au 2nd semestre 2021.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Économique de Mascate

Rédigé par : Tom Crance, Fabien Gleizes

Revu par : Fabien Gleizes
Chef du Service Économique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>